

Du wokisme aux mobilisations propalestiniennes françaises sous influence américaine

Caroline Beyer

Fer de lance des idées et concepts venus d'outre-Atlantique, Sciences Po a donné le « la », en France des manifestations parties des grandes universités aux États-Unis.

Des campements de solidarité avec Gaza dans les quartiers chics. Comme à l'université de Columbia, à New York, d'où est partie il y a quinze jours la mobilisation propalestinienne, des étudiants ont monté des tentes la semaine dernière dans la cour d'un bâtiment de Sciences Po, dans le 7^e arrondissement parisien, et le 29 avril dans la cour d'honneur de la Sorbonne. Sous le parrainage d'une France insoumise en campagne électorale. Sur le réseau social X, l'ayatollah Khamenei, guide suprême de la Révolution islamique iranienne, a apporté le 28 avril son soutien aux manifestations « contre Israël », aux États-Unis, « en Angleterre et en France », dans un post accompagné d'une compilation de vidéos, parmi lesquelles des images de l'IEP Paris.

Symbole de l'américanisation de l'enseignement supérieur français, Sciences Po, à la pointe des idées woke venues des États-Unis, a répliqué les manifestations outre-Atlantique. Comme à Columbia, Harvard, Yale, Princeton ou UCLA, les étudiants mobilisés ces derniers jours à Paris et dans les IEP de région, de Rennes à Strasbourg, arborent des keffiyehs et brandissent des drapeaux palestiniens. Les slogans sont souvent formulés en anglais. À Sciences Po, le Comité Palestine, organisation étudiante informelle à l'origine de la mobilisation, a obtenu, dans le cadre des négociations consenties par la direction après les blocages, la tenue d'un « town hall » (lire ci-contre). Un terme importé des campus américains, que beaucoup, à l'IEP et ailleurs, ont découvert à l'occasion. Ces « town hall meeting » qui, dans la tradition démocratique américaine, permettent aux citoyens en désaccord avec leurs élus locaux de le faire savoir en participant à des réunions publiques, étaient devenus, après l'élection de Trump en 2017, de hauts lieux de résistance. Le « town hall » organisé le 2 mai à Sciences Po dans l'historique amphithéâtre Boutmy est donc venu remplacer la traditionnelle « AG » syndicale. Le Comité Palestine avait demandé la tenue de ce débat en anglais, arguant de la forte présence d'étudiants étrangers à l'école.

Une chaire sur le genre

Lundi, lors de sa préparation, la table de négociation comptait des représentants de la direction de l'école, les syndicats étudiants (Nova, majoritaire et revendiqué « transparent », l'Union étudiante, créée en 2022 dans le sillon de LFI, l'Unef, Solidaires et l'UNI, marquée à droite), mais aussi le Comité Palestine et « Students for Justice in Palestine » (SJP). Très active à Sciences Po, l'organisation SJP vient des États-Unis. Créée à l'université de Berkeley (Californie) en 1992, après la première guerre du Golfe, elle revendique plus de 200 sections en Amérique du Nord. « Nous pensons que la lutte pour une Palestine libre est aussi la lutte pour la libération des Noirs, la liberté de genre et sexuelle, et une planète vivable et durable, explique-t-elle sur son site. Toutes les questions de liberté, de justice et d'égalité sont matériellement liées et nous obligent à lutter contre la violence d'État, le colonialisme, le capitalisme et l'impérialisme, sous toutes leurs formes. » Elle a été fondée par un certain Hatem Bazian, maître de conférences à Berkeley, ou il dirige depuis 2009 un centre de recherches dédié à l'islamophobie.

« Je ne me suis pas senti dans mon école, rapporte Quentin Coton, à l'UNI. Les étudiants de Solidarités étaient venus masqués. Ceux du Comité Palestine en



Des manifestants ont déployé, le 29 avril, un gigantesque drapeau palestinien devant la Sorbonne, à Paris.

CHRISTOPHE ENJAP

étaient à remettre en question la légitimité des conseils de Sciences Po, selon eux sous tutelle de l'État. La direction a commencé la réunion en leur demandant de faire un communiqué sur les mains rouges (cette référence au massacre de deux réservistes israéliens à Ramallah le 12 octobre 2000, dont le Comité Palestine se défend, NDLR).

Comme sur les campus américains, les mobilisations étudiantes propalestiniennes portent une revendication : la coupure des liens de leurs établissements avec les mécènes et entreprises liés à Israël. À Sciences Po, le Comité Palestine a ainsi exigé « la fin des collaborations » avec toutes « les institutions ou entités » jugées complices « de l'oppression systémique du peuple palestinien ». L'école a accepté d'abandonner le sujet. « Mais pas question de revenir sur les partenariats avec des universités israéliennes », affirme-t-elle au Figaro.

Ces derniers jours, les yeux se sont tournés vers Menton (Alpes-Maritimes), l'un des six campus de régions de Sciences Po Paris, fermé « jusqu'à nouvel ordre » depuis une mobilisation propalestinienne en début de semaine. Une partie des étudiants juifs y dénoncent leur ostracisme depuis le 7 octobre. Ce campus accueille des étudiants ayant choisi la minire « Méditerranée-Moyen-Orient ». Étrangers à 60 %, ils sont largement issus de cette zone géographique. Au-delà de Menton, Sciences Po compte en moyenne 50 % d'étudiants étrangers. Le résultat de l'internationalisation lancée il y a vingt ans par feu Richard Descoings. « Cette « anglosaxonalisation » assumée a mené à la formation de « produits » mondialisés. Les contenus de certains cours se font l'écho d'idéologies venues des États-Unis », résume un connaisseur de l'école.

« Je ne suis pas étonné de ce qu'il se passe aujourd'hui à Sciences Po. C'est la plus américaine des universités françaises », constate Souleymane Bachir Diagne, philosophe sénégalais diplômé de la Rue d'Ulm, qui enseigne à Columbia la philosophie française et africaine. « Sciences Po et Columbia proposent un double diplôme. Elles dirigent aussi des thèses en commun, rappelle-t-il. Dans les universités américaines, la « critical race theory » est très enracinée, dans les départements d'études africaines et

afro-américaines, mais aussi dans ceux de philosophie. L'un de mes collègues l'enseigne à Columbia. La France est encore timide là-dessus. La seule spécialiste que je connaisse est Magali Bessone (professeur de philosophie politique à Paris 1 Panthéon Sorbonne) », explique-t-il.

Développée à partir des années 1960 aux États-Unis, la « théorie critique de la race », cœur de la philosophie woke, étudie les relations entre la race, la loi et le pouvoir. Elle est à l'origine de la notion d'« intersectionnalité », qui désigne l'imbrication de multiples instances de domination, telle que la race, le genre et la classe sociale. « Je comprends cette idée de racialisation du monde, très liée à l'histoire de l'esclavage aux États-Unis, même si elle ne fait pas partie de ma tradition française universaliste », poursuit Souleymane Bachir Diagne, qui, face à « des études postcoloniales très méfiantes à l'égard de l'universalisme », enseigne « le concept d'universalisme universel », « différent de l'universalisme de surplomb ».

À la pointe des idées venues du monde anglo-saxon, Sciences Po est l'école qui a relayé en France la vague MeToo, à travers le hashtag « SciencesPorces », en 2021. Elle est l'un des porte-drapeaux de l'écriture inclusive, qui s'est frayé un chemin dans les universités françaises. Elle a été la première à créer, en 2010, une chaire sur le genre. Son département de sociologie est perméable aux concepts venus d'Amérique du Nord, comme le sont les sciences sociales dans certaines universités françaises, où les « studies » postcoloniales et de genre sont apparues.

À Sciences Po, les incursions américaines dans les contenus sont à chercher parmi les « électifs », dans lesquels les étudiants peuvent piocher, et autres séminaires. On se souvient de la polémique en 2021 autour du concept de

« blanchité alimentaire » comme outil de « l'identité raciale dominante », défendu par une chargée de recherche au CNRS, également maître de conférences à l'université du Connecticut, lors d'une semaine doctorale organisée par l'École de droit de Sciences Po. À Poitiers, sur le campus Europe-Amérique latine de l'école, les étudiants de deuxième année peuvent suivre un cours de « sociologie de la race ».

« Quel serait l'intérêt d'aller à Sciences Po si ses cours sont alignés sur les universités américaines ? interroge Olivier Béatrix, professeur d'économie depuis vingt ans à l'IEP. Certains étudiants viennent aujourd'hui à Sciences Po pour faire de l'activisme. Il nous faut un

directeur qui incarne l'autorité républicaine », estime-t-il. Piloté par un administrateur provisoire depuis la démission, mi-mars, de Mathias Vicherat, l'école s'apprête à entrer dans une douloureuse procédure de nomination d'un nouveau directeur.

« Antisémitisme moderne »

« Nous sommes dans l'« islamisme-wokisme » ! », assène Xavier-Laurent Salvador, cofondateur de l'Observatoire du décolonialisme, qui depuis 2020, dénonce les dérives dans le monde académique. « Nous avons choisi le mot « décolonialisme », car il désigne l'antisémitisme moderne. Pour les décolonialistes, Israël est le dernier État colonial »,

À Sciences Po, un « town hall » à b

Emma Ferrand et Paul-Henri Wallet

Les yeux sont à nouveau rivés sur le 27, rue Saint-Guillaume, dans le 7^e arrondissement de Paris. Ce jeudi matin, un groupe d'étudiants propalestiniens s'est réuni à l'entrée de Sciences Po pour manifester, pancartes à la main, quelques minutes après la fin du « town hall ». Cette réunion à l'américaine, accordée vendredi dernier par l'administration aux manifestants pour mettre fin aux blocages, a permis à 320 élèves de débattre durant deux heures avec la direction de l'institution. À son issue, un sit-in a été organisé dans la « Péniche » (le hall de l'IEP), rassemblant au total une petite centaine de jeunes.

« Bassères, casse-toi, Sciences Po n'est pas à toi ! », martèle la foule, désignant l'administrateur provisoire nommé le 26 mars dernier après la démission de Mathias Vicherat. Avant de reprendre : « Israël assassin, Sciences Po complice ! » La sécurité, qui filtre les entrées, surveille scrupuleusement les arrivants. Parmi eux, une étudiante munie d'un sac de couchage. « On ne rentre pas avec ça », la

préviennent un vigile, l'obligeant à faire demi-tour.

De l'autre côté du campus, rue des Saints-Pères, Jean Bassères dresse le bilan de cette rencontre. « Ça a été un débat difficile, avec des prises de position dures et beaucoup d'émotions », commence l'administrateur provisoire de l'IEP. Une discussion qui a permis au directeur de « préciser un certain nombre de points », et en particulier « notre intransigence sur l'antisémitisme et la lutte contre les séparatismes ».

Demande inaudible

Rue Saint-Guillaume, on considère également que cette discussion a été plutôt utile. « C'est un format nouveau et intéressant, permettant de clarifier la position de l'administration, notamment sur la question des partenariats », partage Hugo*, un étudiant. Ces derniers jours, parmi les revendications des militants propalestiniens, la fin des partenariats entre Sciences Po Paris et des établissements israéliens était systématiquement mentionnée. Une demande difficilement audible pour l'IEP. « Les partenariats avec les universités sont les derniers ponts à couper. Nous devons respecter la pluralité comme nous respectons tous ces gens avec qui nous tra-

, les universités



poursuit-il. Agrégé de lettres modernes, il enseigne à Paris 13 Villetaneuse (Seine-Saint-Denis). « Ici, l'Union des étudiants algériens de France (UEAF) est la principale association. Et ça ne bouge pas du tout autour de la cause palestinienne, comme dans toutes les composantes pauvres des universités. Cette cause est portée par une idéologie mondialiste et par de jeunes bobos qui passent leur brevet de mondialisation! » lâche-t-il. S'il veut encore croire à « l'universalisme », il constate que les jeunes n'y adhèrent plus et « préfèrent les étiquettes ». « On les a habitués à penser le monde à travers le prisme des minorités. Ce n'est même plus de l'idéologie, c'est de la morale », conclut-il.

Franco-américaine installée aux États-Unis depuis vingt ans, Alice Sedar, ancienne journaliste, a enseigné longtemps à l'université de Northeastern, à Boston. « Pour les jeunes Américains, la Palestine est la dernière cause à défendre, comme ils défendent les racisés, les homosexuels, les LGBT, le climat », résume-t-elle. Elle décrit cette « Gen Z », née après 1995, comme « la première génération vraiment multiculturelle des États-Unis ». Elle représenterait 20 % de la population. Une génération « très investie dans la démocratie multiraciale, là où, par le passé, la communauté noire portait la lutte ». Une génération qui a aussi vécu le 6 janvier 2021, lorsque des émeutiers pro-Trump

ont pris d'assaut le Capitole dans un contexte de contestation des résultats de l'élection présidentielle.

« Cette génération s'engage pour des causes, pas dans des partis. Elle se méfie des institutions, poursuit Alice Sedar. Elle considère que la démocratie est en danger et assiste au détricotage par la Cour suprême des avancées sociales depuis les années 1970. » En juin, la Cour suprême a mis fin, dans les universités américaines, à la discrimination positive qui permettait aux étudiants noirs, latinos et asiatiques de bénéficier d'une surpondération.

« Slogans moins cash »

« En France, les militants pro-palestiniens ne sont pas au niveau des Américains ! Les slogans sont moins cash. Mais ils s'inspirent directement des États-Unis », constate Thomas Le Corre, étudiant à Sciences Po, qui revient de deux ans passés à « Berkeley la Rouge », dans le cadre d'un double diplôme. Il suit aujourd'hui un double master à HEC, d'où il observe, consterné, le spectacle offert par son école. « L'attendu de Sciences Po qu'elle organise un débat éclairé », explique le jeune homme. « On y parle de racisme systémique, de racisés, alors que le concept de communauté ethnique est étranger à la France. Aux États-Unis, la race est omniprésente », conclut l'étudiant qui a découvert, à Berkeley, que les Blancs étaient minoritaires derrière les Latinos et les Asiatiques, et que des logements privés d'étudiants étaient réservés à certaines ethnies.

Mais ce « copié-collé » américain a malgré tout une résonance en France. « L'importation de la conflictualisation des rapports raciaux y trouve un écho avec la guerre d'Algérie. La cause palestinienne canalise tout ce qui n'a pas été résolu », explique un professeur de littérature anglaise à Paris 8 Saint-Denis (93) qui, dans son groupe de langues étrangères appliquées anglais-arabe, compte 100 % d'étudiants algériens. Dans son université, le collectif Palestinien est présent de longue date. « Il n'y a pas eu de problème, ni d'occupation puisqu'ils sont présents en permanence. Jean-Luc Mélenchon n'est pas venu. Il n'y a pas de voix à prendre », observe-t-il. À Paris 8, les « journées d'études » et manifestations artistiques font la part belle aux questions coloniales et de genre, très prisées des étudiants. « Les cours restent classiques à 80 %, car définis par les maquettes nationales. Mais on sait que l'on ne peut pas étudier Les Versets sataniques ou, pour ma part, certains textes de Shakespeare contenant des allusions sexuelles. La moitié de mes étudiantes sont voilées, explique-t-il. En revanche, quand je leur fais étudier des textes bibliques, c'est succès garanti. Ce qui les passionne, c'est la religion. » ■

Aurélien Rousseau, Najat Vallaud-Belkacem... Qui pour diriger l'IEP de Paris ?

Jeanne Paturaud

Qui prendra la tête du 27, rue Saint-Guillaume ? Près de deux mois après la démission de Mathias Vicherat, le 13 mars dernier, le nom de son successeur à la direction de Sciences Po Paris se fait attendre. Le départ précipité de cette personnalité très médiatique, renvoyé avec son épouse devant le tribunal correctionnel dans une affaire de violences conjugales, avait laissé l'IEP dans un grand flou.

Depuis le 26 mars, c'est Jean Bassères qui occupe le poste d'administrateur provisoire. Diplômé de l'établissement, ancien directeur général de Pôle emploi, il a déjà fait savoir qu'il ne se porterait pas candidat à la direction de Sciences Po le moment venu. La procédure répond à un calendrier strict : une première réunion entre le conseil d'administration et le conseil de l'Institut, le 18 avril dernier, a permis d'établir une « liste de noms » avant l'ouverture d'un appel à candidatures, du 2 mai au 30 juin prochain. La nomination devrait avoir lieu « à partir de mi-septembre », précise-t-on à Sciences Po.

Les noms, qui tombent au compte-goutte, n'ont donc encore rien d'officiel. Mais certains, comme celui de Najat Vallaud-Belkacem, aiguissent la curiosité. L'ancienne ministre de l'Éducation nationale sous François Hollande, elle-même diplômée de l'IEP, préfère ne pas se prononcer sur cette éventuelle candidature. Mais la possibilité de voir nommer cette figure médiatique de la gauche à l'heure où l'institution fait face à des manifestations pro-palestiniennes émaillées d'incidents antisémites interroge en interne. « Elle n'a aucune expérience dans le management et prône le wokisme. Ce serait inacceptable compte tenu de sa participation active au naufrage de l'Éducation na-

tionale », dénonce un enseignant à Sciences Po.

Quid des éventuelles candidatures de Rima Abdul Malak, ancienne ministre de la Culture, et d'Aurélien Rousseau, ancien ministre de la Santé ? « Pour l'un comme pour l'autre, ce serait vraiment recaser une figure macroniste sans aucune expérience de la conduite d'un établissement supérieur », souffle un autre professeur, qui rappelle que le gouvernement joue un rôle prépondérant dans le processus de sélection. À l'issue d'une première procédure, où le conseil d'administration et le conseil de l'Institut voteront anonymement en faveur d'un candidat suggéré par une commission indépendante, ce sera à Gabriel Attal et Sylvie Retailleau de valider définitivement la nomination.

Quatre personnalités

Moins connu en France, Enrico Letta sortira peut-être son épingle du jeu. Le nom de cet ancien président du Conseil des ministres italien (entre 2013 et 2014) et secrétaire du Parti démocrate (jusqu'en 2023) ressort de façon insistante. Celui qui a dirigé pendant six ans l'École des affaires internationales de l'IEP et présidait aujourd'hui l'Institut Jacques Delors semble bien avancé dans la course à la direction. « La faculté permanente est favorable à la candidature de Letta », indique un proche du dossier au Figaro.

Reste à savoir laquelle de ces quatre personnalités saura convaincre sur sa capacité à éviter les scandales, là où Mathias Vicherat et son prédécesseur Frédéric Mion ont échoué. « Nous avons l'impression de ne pas nous en sortir, avec des polémiques tous les deux ans. Il faudrait un directeur discret et qui mette de l'ordre dans tout ça », martèle un étudiant auprès du Figaro, quelques heures après la démission de Mathias Vicherat. ■



Aurélien Rousseau et Najat Vallaud-Belkacem pourraient faire partie des candidats au poste.

âtons rompus qui peine à apaiser les tensions

vaillons », développe Arancha Gonzalez, directrice de l'École d'affaires internationales de Sciences Po, aux côtés de Jean Bassères lors de la conférence de presse.

Les participants au débat déplorent toutefois l'attitude de certains étudiants présents dans l'amphithéâtre. « Lors- que les étudiants juifs ont pris la parole pour dénoncer les discriminations qu'ils

subissent, des élèves ont ostensiblement rigolé dans le public », relate Hugo Jan, étudiant en première année, regrette quant à lui que le sujet de l'antisémitisme n'ait pas été suffisamment abordé,

alors que, le 12 mars dernier, un incident survenu dans l'amphi Boutmy avait suscité une vive polémique. Une étudiante de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) avait en effet été empêchée d'accéder à une réunion organisée par des étudiants pro-palestiniens, au motif qu'elle était « sioniste ». « Au-delà de la condamnation qu'a faite l'administration, on aimerait que des sanctions soient prises » contre les responsables, estime Jan.

Début des partiels

De son côté, Jean Bassères a reconnu qu'« il y a eu des tensions liées au conflit israélo-palestinien » et constaté « une hausse des signalements liés à l'antisémitisme », précisant que les résultats de l'enquête concernant l'incident en question étaient encore attendus. « On prendra des décisions ensuite », a conclu l'administrateur provisoire.

Pour les militants, la lutte ne s'arrête pas là. Après la prise de parole publique de leur directeur, des étudiants ont organisé leur propre conférence de presse, au nom du Comité pour la Palestine de Sciences Po. Leur porte-parole regrette l'absence de décisions prises par l'IEP à l'issue du « town hall ». « Aucune condamnation des violations du droit international par le gouvernement d'Israël

n'a été exprimée, aucun mail de soutien aux étudiants palestiniens n'a été envoyé et aucun partenariat financier ou académique n'a été remis en question », détaille-t-il, en lisant son discours sur son smartphone. « Une seule journée de mobilisation a suffi pour que nos voix résonnent à Gaza et soient entendues par des millions d'enfants palestiniens qui nous ont envoyés des messages sur les réseaux sociaux », lance ensuite l'étudiant. Selon ce dernier, une étudiante aurait entamé une grève de la faim, « en solidarité avec les victimes palestiniennes mais surtout pour s'opposer à la façon dont Sciences Po a sans cesse réprimé les étudiants désirant apporter leur soutien à la Palestine ». « L'administration est au courant. D'autres étudiants vont se mettre en grève de la faim dans les prochains jours », détaille le jeune homme.

Pour l'heure, la direction de Sciences Po souhaite avant tout se concentrer sur les partiels des étudiants, qui débuteront ce lundi 6 mai pour une dizaine de jours. « J'ai appelé chacun au sens des responsabilités pour démarrer les examens dans des conditions prévues. Nous verrons comment cela se passe dans les prochains jours. Mais je sens que ces jeunes ont été très touchés à titre personnel », conclut Jean Bassères. ■

* Le prénom a été modifié.



Jean Bassères, administrateur provisoire de Science Po, s'adresse à la presse, jeudi, en marge du « town hall ».